

CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES



OUVERTURE SOCIALE DE LA CGE

Dossier de presse du 12 juin 2007

Contact : Chantal DARDELET
dardelet@essec.fr
01 34 43 28 44 / 06 22 50 43 07

1 – Historique

La question de la démocratisation de l'accès aux Grandes Ecoles est une priorité de la Conférence des Grandes Ecoles depuis plusieurs années. Les constats qui ont conduits à mobiliser les Grandes Ecoles sur cette question font consensus : la population d'étudiants présente dans nos établissements n'est pas représentative de la diversité sociale et culturelle de notre société. De nombreux jeunes ne s'y trouvent pas pour des raisons liées à leur environnement social. Et pourtant, ils ont le niveau et les compétences requises pour y étudier, ils y trouveraient une façon d'exploiter pleinement leur potentiel et y acquerraient un diplôme garantissant une bonne insertion professionnelle.

Ce constat est doublement dommageable : les grandes écoles ne disposent pas de la diversité des origines, garante de richesse intellectuelle, tandis que de nombreux jeunes doutent de leur avenir dans une société qui ne semble pas leur faire de place, sous prétexte de leur origine sociale, culturelle ou territoriale.

Depuis plusieurs années, des grandes écoles se sont lancées dans diverses expérimentations visant à diversifier le recrutement des grandes écoles, à l'instar de l'ESSEC avec son programme « Une Grande Ecole : Pourquoi pas moi ? », de l'ENSAM avec son projet OPTIM ou de l'INSA de Lyon avec son « Passeport pour l'Ingénieur ».

Et pourtant, si elles revendiquent leur caractère élitiste, les grandes écoles affirment ne pas être antidémocratiques. Aucun jeune n'est refusé en grande école parce qu'il est issu d'un milieu modeste. Le problème se situe clairement en amont, à travers un éventail de raisons qui empêchent certains jeunes à fort potentiel de postuler dans ces filières : la méconnaissance de leur existence et de leurs débouchés, le sentiment qu'elles ne leur sont pas accessibles ou qu'ils n'en sont pas capables, la peur de ne pas avoir les moyens de financer de telles études, etc... C'est à toutes ces causes qu'il convient de s'attaquer pour que tous les jeunes qui en ont le potentiel, l'envie et qui consentent à réaliser les efforts nécessaires pour y parvenir, puissent bientôt s'y former, quelque soit leur milieu d'origine.

Un tournant significatif a été franchi avec la signature le 17 janvier 2005 par Christian MARGARIA, président de la CGE, de la *Charte pour l'Egalité des Chances d'Accès aux Formations d'Excellence*. Dès le lendemain, un groupe de travail « Ouverture Sociale » (GOS) a été mis en place, invitant toutes les écoles de la CGE à se mobiliser autour de la question, à mutualiser les bonnes pratiques et à être résolument créatif et ambitieux sur la question.

Quelques mois plus tard, la CGE mettait en place un pôle Ressources Ouverture sociale, en partenariat avec la Délégation interministérielle à la Ville, à disposition de toutes les grandes écoles et autres porteurs de projets d'ouverture sociale, pour favoriser le développement de nouvelles initiatives, pour essaimer les expériences probantes, en particulier le programme « Une Grande Ecole : Pourquoi pas moi ? » soutenu par la DIV depuis sa création, et pour mettre en place des indicateurs d'évaluation de ces dispositifs.

2 – Les objectifs visés

Les dispositifs mis en œuvre sur l'ensemble du territoire national aujourd'hui sont variés et visent globalement un certain nombre d'objectifs centraux :

- Démythifier ou faire connaître à un large public, en particulier les jeunes scolarisés sur des territoires socialement défavorisés, la sphère des grandes écoles et des formations d'excellence : ses enjeux, ses atouts, ses débouchés, ses modes de financement, etc... dans l'objectif de leur donner envie de postuler dans ces filières à leur tour
- Les aider à trouver leur voie, à prendre conscience de leur vrai potentiel et leur donner envie de l'exploiter pleinement, en osant postuler dans des filières ambitieuses.
- Leur donner les clés de la réussite dans ces filières : l'audace, la persévérance, le goût du travail et de l'effort, la curiosité, l'esprit critique, etc... qui apportent en outre un développement personnel utile quel que soit leur choix d'orientation.
- Lutter contre les phénomènes d'autocensure qui font dire à trop de jeunes que « ces filières ne sont pas pour nous ! »
- Contribuer à décloisonner des univers trop éloignés les uns des autres : le lycée, l'enseignement supérieur et le milieu professionnel - l'entreprise en particulier - pour inviter les jeunes à se projeter dans l'avenir, avec confiance et en connaissance de cause, en particulier quand l'environnement familial n'en est pas « familial ».
- Améliorer les conditions d'accueil des jeunes de milieux modestes dans les écoles, par des systèmes de tutorat interne ou par des systèmes de bourses d'études par exemple.

Convaincues de l'intérêt que présentent de telles expériences pour leurs étudiants en termes de formation et d'ouverture sur la société dans laquelle ils exerceront des responsabilités, certaines grandes écoles valorisent désormais cet engagement dans le parcours de formation.

Les grandes écoles poursuivent en parallèle les réflexions critiques sur leurs propres pratiques d'accueil des étudiants de milieu modeste : recrutement, financement des études, conditions d'hébergement, participation à des forums de lycées modestes ou moins connus, pour améliorer l'accès à l'information pour tous.

Désormais, le GOS rassemble autour des grandes écoles une grande diversité d'acteurs : entreprises, étudiants, CPGE, associations et institutions, qui agissent en concertation dans une même dynamique.

3 - Quelques chiffres à ce jour :

- Plus de 100 écoles de la CGE impliquées dans une opération d'ouverture sociale ou un dispositif d'égalité des chances, soit dans le cadre de l'un des dispositifs nationaux, soit localement, en partenariat avec des collectivités territoriales par exemple. 57 d'entre elles s'étaient impliquées dès le lendemain de la signature de charte.
- 30 projets de type PQPM, ont accueilli des jeunes cette année :
 - o Ils ont accompagné plus de 1 250 jeunes au total, - 2 000 prévus l'an prochain - ,
 - o scolarisés dans 83 établissements scolaires,
 - o à travers un tutorat régulier assuré par 400 étudiants (600 l'an prochain),
 - o qui ont dispensé 24 000 heures de tutorat,
 - o pour un accompagnement moyen de 75 heures dans l'année pour chaque jeune : tutorat, aide à l'orientation, ouverture culturelle, ..

- 43 % de ces établissements sont en région parisienne : écoles de commerce pour un tiers, écoles d'ingénieurs et écoles normales supérieures.
- Plusieurs projets nouveaux sont en cours de montage pour l'an prochain sur ce modèle
- De nombreuses écoles sont impliquées dans des dispositifs nationaux : « 100 000 étudiants pour 100 000 élèves », « Ecole Ouverte », « Main à la pâte », « Un pont pour l'avenir »,...
- Des projets novateurs originaux ont été mis en place dans d'autres : Projet OPTIM, « Ingénieur : pourquoi pas moi ? », « Convention diversité », projet de Supméca, etc...
- D'autres encore s'impliquent au côté d'autres porteurs de projets, comme la vingtaine d'écoles impliquées dans le « Cercle passeport promotions télécoms » initié par SFR
- D'autres enfin ont mis en place des modalités pédagogiques, financières, informatives,... pour favoriser l'ouverture sociale.

A ces initiatives prises par les institutions s'ajoutent les actions traditionnelles menées par les associations d'étudiants.

4 – Perspectives

Pour l'année à venir, le GOS s'est fixé de nouveaux objectifs :

- accompagner la montée en puissance de ces dispositifs et le démarrage de nouveaux projets,
- évaluer ces dispositifs par une grande étude d'impact sur les différents publics concernés,
- élargir les échanges avec les CPGE qui sont également mobilisées sur la question
- mettre l'expérience acquise au service de la définition des politiques publiques en la matière.